

2 Politique

Première rencontre des maires des pays d'Afrique centrale à Yaoundé, au Cameroun

L'autonomisation administrative et financière des communes au menu des travaux

Frédéric Serge LONG
Yaoundé/Cameroun

La rencontre ouverte hier matin par le ministre camerounais de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, René Emmanuel Sadi, a vu la présence des élus locaux des villes politiques et économiques des pays de la sous-région, dont le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda.



Les participants à la rencontre.

« **RENFORCEMENT** de la mobilisation des recettes locales ». C'est sous ce thème que se tient depuis vendredi dernier, à Yaoundé au Cameroun, la première conférence des maires d'Afrique centrale. Une importante rencontre dont le défi est de marquer un tournant décisif dans la vie et l'avenir des collectivités locales de la sous-région. Les travaux de Yaoundé devraient, à leur terme, aboutir à une mutualisation des res-

sources et des moyens et positionner les municipalités en tant qu'acteur du développement et de la coopération entre ces Etats. La cérémonie d'ouverture, présidée par le ministre camerounais de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, René Emmanuel Sadi, a vu la présence des élus locaux des villes politiques et économiques des pays de l'Afrique centrale,

dont le maire de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda. Mais également du délégué du gouvernement camerounais auprès de la communauté urbaine de Yaoundé, le maire, Gilbert Tsimi Evouna, du secrétaire permanent de l'Association internationale des maires francophones (AIMF), Pierre Baillet, et du chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun, Françoise Collet.



Vue des officiels

Il s'agit pour les participants à ces travaux de définir des politiques et des mécanismes conduisant à une véritable autonomie administrative et financière dans leur fonctionnement. Comme l'a relevé le ministre René Emmanuel Sadi dans son intervention, faire preuve d'ingénierie, de créativité et d'ingéniosité, afin de dépasser le simple cadre des ressources traditionnelles constituées, entre autres, de la fiscalité, de la dotation de l'Etat, du patrimoine, etc.). En somme, parvenir à

mobiliser à la fois un ensemble de ressources endogènes et exogènes pour traduire un impact positif sur les politiques de décentralisation. C'est également le lieu, selon Pierre Baillet, de resserrer les liens entre les collectivités de la sous-région et associer les discours dans des actions concrètes tenant compte des préoccupations des populations.

A travers des sous-thématiques liées au vivre ensemble, à l'impact de l'adressage sur la fiscalité des communes et la

problématique de l'autonomie administrative et financière, le terrain est ainsi tout balisé pour que des conclusions pertinentes et concrètes sanctionnent ces assises qui se tiennent pour la première fois en Afrique centrale et qui mettent au cœur du débat les problématiques d'une importance avérée. Cette rencontre est organisée par l'Association des maires francophones. A noter que l'édile de Libreville est à la tête d'une forte délégation.

Présidentielle 2016 / Coopération Gabon-USA

Cynthia H. Akuetteh appelle à maintenir la stabilité et la paix

SM

Libreville/Gabon

L'ambassadeur des États-Unis d'Amérique au Gabon, a lancé, hier, cet appel, à l'Académie Franco-américaine de management (AFRAM). Occasion pour la diplomate américaine de relever la particularité d'une année marquée par la tenue des élections présidentielles autant dans son pays qu'au Gabon.



S.E. Cynthia H. Akuetteh ambassadeur des États-Unis prononçant son allocution...

A l'occasion, hier, de l'inauguration de l'American Corner de l'Académie Franco-américaine de management (AFRAM), Cynthia H. Akuetteh a appelé tous les acteurs, qu'ils soient politiques, issus de la société civile, des médias ou de la communauté, à s'engager sur le terrain du dialogue constructif.

Un propos qui s'inscrit dans le contexte électoral de 2016.

Une année qui s'annonce riche en événements tant aux États-Unis qu'au Gabon, du fait de l'organisation, dans les deux pays, des élections présidentielles. Avant de souhaiter que les populations aillent en masse vers les urnes afin de consacrer les idéaux de démocratie et de paix.

L'ambassadeur américain au Gabon a, par ailleurs, tenu à

s'adresser aux différents acteurs du processus électoral. À ceux qui gouvernent, « il faut diriger avec la transparence définie par le vibrant débat qui a animé Washington en 1963 ». À ceux qui voudraient gouverner, « il faut proposer une vision positive pour la construction de l'avenir, et non de la destruction du présent ». Et la diplomate de dire à l'endroit des médias, de



... face à une assistance nombreuse et intéressée.

requérir une responsabilité informative et une présentation factuelle, dépourvues de partialité et de préjugés.

Rappelant que les élections sont aussi l'opportunité donnée aux citoyens de résoudre le conflit politique par la voie pacifique, la représentante des USA a également invité les gabonais à s'engager à une participation démocratique assidue

et active.

Il faut voir dans cette intervention de la diplomate américaine, une interpellation visant à privilégier l'intérêt national. D'où, toute l'importance pour Cynthia Akuetteh de rappeler les paroles du président américain, Barack Obama: « peu importe où il prend forme, le gouvernement du peuple par le peuple, fixe un seul standard va-

lable pour quiconque détient le pouvoir; (...) il faut respecter les droits des minorités et participer dans un esprit de tolérance et de compromis; il faut mettre les intérêts du peuple et le déroulement légitime du processus politique avant ceux de son parti ». Toujours en conscientisant, elle rappelle, au sujet du progrès humain, que celui-ci relève d'un processus qui demande un engagement constructif de la part de tous les membres de la société.

C'est dire, à l'heure où le processus électoral est lancé, et surtout quand les tensions se font jour du côté de l'opposition, que la responsabilité revient, selon elle, à chacun de mettre un peu d'eau dans son vin dans le seul intérêt du Gabon. « Je sais que le peuple gabonais est fier de son héritage en matière de stabilité dans une région aussi sensible » a admis la diplomate pour conclure.

Front de l'opposition pour l'alternance/ Présidentielle 2016/ Candidat à la candidature unique

Le hold-up de Jean Ping

Juste KOMBILE MOUSSAVOU

Libreville/Gabon

NONOBTANT les appels du président du Front de l'opposition pour l'alternance (Fopa), le Pr Pierre André Kombila, invitant une partie de ses troupes à surseoir au processus de désignation du candidat à la candidature unique de ce regroupement à la prochaine élection présidentielle, Dix-sept des vingt-sept membres de la commission mise en place à cet effet ont désigné, hier, au siège du Fopa, Jean Ping comme candidat unique de leur coalition au prochain

scrutin présidentiel. Un choix déjà boudé par les autres signataires de la charte qui l'estiment dénué de toute légalité, légitimité et opportunité. D'autant plus que, selon eux, le seul combat qui vaille actuellement est celui de l'instauration de la transparence électorale.

Si on prend en compte la position du leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre Manganga Moussavou, et celle d'une partie des membres du directoire de l'Union nationale, tout porte à croire que l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Omar Bongo Ondimba devrait essayer, dans les tout prochains jours, les attaques de ses pairs de l'opposition. Lesquels estiment s'être faits floués par le natif

d'Omboué qui, selon eux, a mis la charrue avant les bœufs, en perpétrant un véritable coup de force tout en étant soutenu par des formations politiques peu représentatives. Ce qui laisse présager des lendemains nuageux au sein de l'opposition. Surtout que le maire de Mouila, bien que n'ayant jamais franchi la barre des trois pour cent lors des trois derniers scrutins présidentiels, n'entend nullement voir Jean Ping jouer les premiers rôles et défendre les couleurs de l'opposition, d'autant plus que, selon lui, le natif d'Omboué ne dispose "d'aucune base populaire". De même, Zacharie Myboto n'est pas prêt à brader les intérêts de son parti au profit de M. Ping. Vu que, selon certaines

indiscrétions, ce dernier aurait poliment refusé d'en être membre. Un refus que l'ancien élu de Mounana aurait, selon certains témoignages, juré de lui faire payer le moment venu. Idem pour l'ancien élu de Moabi qui, bien que donnant l'impression d'être dépassé par les événements, ne peut admettre qu'un "néo-oppo-

sant vienne jouer sur le terrain des anciens". C'est dire que, entre rancœur et rancune personnelle, l'opposition gabonaise ne s'est pas encore débarrassée de ses vieux démons. Et à mesure que l'on se rapprochera de la Présidentielle, tout porte à croire qu'elle étalera davantage au grand jour ses déchirements et contradictions.



Jean Ping après avoir été choisi.

Rien d'étonnant à cela, vu qu'elle en est coutumière. Pour preuve, depuis l'ère du multipartisme, à l'approche de chaque élection présidentielle, l'opposition gabonaise a tou-

jours entonné la même ritournelle : la candidature unique. Et, à chaque fois, ses différents ténors y sont allés en rangs dispersés. Cette année encore, le scénario semble se répéter.